



**FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE**

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES**

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 025/AONO/FEICOM/CIPM/2026 DU 06 OCT 2026**  
**POUR LE RECRUTEMENT D'UN COURTIER EN ASSURANCE EN VUE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU**  
**FEICOM DANS LA GESTION DE SA POLICE D'ASSURANCE MALADIE PENDANT UNE PERIODE DE**  
**TRENTE-SIX (36) MOIS EN PROCEDURE D'URGENCE**

**1.OBJET DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) lance un Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert pour le recrutement d'un courtier en assurance en vue de l'accompagnement du FEICOM dans la gestion de sa police d'assurance maladie pendant une période de trente-six (36) mois.

**2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Elle consiste à :

**a) Audit du portefeuille :**

- Analyser les contrats et avenants d'incorporation de la police d'assurance maladie ;
- Vérifier la conformité des garanties souscrites avec les besoins réels des bénéficiaires ;
- Émettre un avis de signature sur tout nouveau contrat ou avenant ;
- Proposer des recommandations pour l'optimisation du portefeuille.

**b) Contrôle, suivi et évaluation :**

- Assurer le suivi administratif et technique de la gestion des sinistres (remboursements) ;
- Vérifier la régularité et la rapidité des traitements des dossiers par la compagnie d'assurance ;
- Produire un rapport trimestriel d'évaluation et d'audit de satisfaction à partir des dysfonctionnements observés (délais de remboursement, rejets, litiges) ;
- Participer aux réunions mensuelles avec le FEICOM et aux réunions trimestrielles tripartites (FEICOM – Courtier – Compagnie d'assurance) ;
- Acheminer les correspondances entre le FEICOM (maître d'ouvrage) et la compagnie d'assurance, et vice-versa.

**c) Assistance en matière de sinistres :**

- Vérifier les dossiers de demande de remboursement avant leur transmission à la compagnie ;
- Contrôler le respect des délais de déclaration des sinistres ;
- Relancer la compagnie d'assurance en cas de retard de paiement ou de traitement des dossiers

- Assister le FEICOM dans la gestion des contentieux avec la compagnie ou les prestataires de soins ;
- Proposer des arbitrages en cas de désaccord sur les montants remboursés.

**d) Conseil et élaboration des termes de référence :**

- Établir les termes de référence (TdR) des appels d'offres (DAO) pour le renouvellement ou la mise en concurrence de la police ;
- Élaborer la grille d'évaluation des offres des compagnies d'assurance ;
- Contribuer au processus de passation des marchés publics ;
- Participer à la budgétisation des primes d'assurance en fonction des risques, de l'évolution des dépenses de santé et des tendances du marché.

**e) Formation et coaching du personnel :**

- Former les agents du FEICOM à la maîtrise du risque maladie (prévention, gestion des soins, etc.) ;
- Former les équipes à la constitution des dossiers de prise en charge et au respect des procédures ;
- Former aux étapes de règlement des sinistres et aux droits des bénéficiaires ;
- Organiser des sessions d'information à destination des bénéficiaires sur les garanties et les procédures.

**f) Veille juridique et réglementaire :**

- Assurer une veille permanente des nouveaux textes législatifs et réglementaires relatifs à l'assurance maladie (Code CIMA, réglementation nationale, conventions avec les formations sanitaires) ;
- Informer le FEICOM des évolutions susceptibles d'impacter la police d'assurance maladie ;
- Proposer des mises à jour des contrats pour garantir la conformité permanente.

### **3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT (SANS OBJET)**

### **4. COÛT PRÉVISIONNEL**

Le coût prévisionnel de la présente prestation à l'issue des études préalables est de quarante-cinq millions (45 000 000) francs CFA TTC répartis comme suit :

- Tranche ferme : 15 000 000 FCFA TTC ;
- Tranche conditionnelle 1 : 15 000 000 FCFA TTC ;
- Tranche conditionnelle 2 : 15 000 000 FCFA TTC.

### **5. DÉLAI PRÉVISIONNEL D'EXECUTION**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) ans dont une tranche ferme et deux Tranche conditionnelle à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

### **6. PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux courtiers d'assurances agréés par le MINFI.

### **7. FINANCEMENT**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Exercices 2026 et suivants. Imputation budgétaire : 61-20-50 « honoraires versées » ;

## 8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

## 9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à quatre cent cinquante mille **(450 000) francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et accompagné du récépissé de la CDEC, conformément aux circulaires n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du code du Marché Public et n°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics. En cas de chèque-banque ou certifié délivré en lieu et place des cautionnements, lesdits chèques doivent être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis. L'absence de cette pièce entraîne le rejet immédiat de l'offre.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

## 10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le DAO est consultable en ligne dès publication du présent Avis sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

Il peut également être consulté gratuitement au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59 dès publication du présent avis.

Préalablement à toute soumission en ligne, la quittance de versement doit être enregistrée au Service des Marchés et des Archives (SMA).

## 11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Il est possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées.

Toutefois, la soumission est conditionnée par le versement d'une somme non remboursable de soixante mille (60 000) francs CFA dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC, au titre des frais d'acquisition du DAO. La quittance de versement fera l'objet d'un enregistrement préalable à la soumission en ligne auprès du Service des Marchés et Approvisionnements.

## 12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **19 NOVEMBRE 2026 à 09 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis.

### APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N°025/AONO/FEICOM/CIPM/2026 DU 06 OCTOBRE 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN COURTIER EN ASSURANCE EN VUE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU FEICOM DANS LA GESTION DE SA POLICE D'ASSURANCE MALADIE PENDANT UNE PERIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS AU TITRE DES EXERCICES 2026-2029 (EN PROCEDURE D'URGENCE)**

*« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

### **Taille et format des fichiers**

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

### **13. RECEVABILITE DES OFFRES**

**Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.** Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

### **14.OUVERTURE DES PLIS**

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le **19 NOVEMBRE 2026** à 10 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM dans la salle de réunions de ladite Commission sise à l'ancien siège du FEICOM.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80% seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

### **15.CRITÈRES D'ÉVALUATION**

#### **15. 1 Critères éliminatoires**

*Ils comprennent :*

1. L'absence du cautionnement de soumission acquitté à la main à l'ouverture des plis, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC, conformément à la circulaire N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- 2.La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;

3. Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. La note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
5. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
6. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
7. L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
8. L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
9. L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
10. L'absence de la capacité financière ;
11. La présence d'informations financières dans l'offre technique ;
12. L' Absence d'une copie certifiée d'agrément délivré par le Ministère en charge des Finances (DNA) ;
13. L' Absence des preuves d'acceptation de condition du Marché ; ;
14. La non-conformité du mode de soumission ;
15. L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
16. Le non-respect du profil de chef de mission.

### **15.2. Critères essentiels**

1. La présentation générale de l'Offre ;
2. Les observations et suggestions sur les TDR ;
3. La Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
4. Les qualifications et compétences du personnel clé pour la mission ;
5. Références du Cabinet ;

Les Offres techniques seront évaluées sur cent (100) points sur la base des critères et sous critères définis dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

La grille d'évaluation détaillée (critères et sous-critères), est insérée au Dossier d'Appel d'Offres.

Toute soumission n'ayant pas obtenu au moins 80 points sur 100 ne verra pas son Offre financière examinée.

## **16. ATTRIBUTION**

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

## **17. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Offres.

## **18. ASSISTANCE TECHNIQUE**

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

## **19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM sis à l'ancien siège du FEICOM ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

Tél : (237) 22 23 51 64, Poste 217 ; Porte 11  
BP : 718 YAOUNDE, Rue 4.565, Mimboman YDE 4ème  
Fax : (237) 22 23 17 59.

## 20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro .....

Fait à Yaoundé, le 06 OCT 2026

LE DIRECTEUR GENERAL,  
Maître d'Ouvrage

### Copies :

- ✓ MINMAP ;
- ✓ ARMP pour insertion au JDM ;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives





**SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE**

**INTERNAL TENDERS BOARD**

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER**

N° **25**/AONO/FEICOM/CIPM/2026 OF

**06 OCT 2026**

**FOR THE RECRUITMENT OF AN INSURANCE BROKER FOR THE SUPPORT OF FEICOM IN THE  
MANAGEMENT OF ITS HEALTH INSURANCE POLICY FOR A PERIOD OF THIRTY-SIX (36) MONTHS IN  
EMERGENCY PROCEDURE**

**1. SUBJECT OF THE CALL FOR TENDER**

The General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), hereby launches according", under the 2026 and follow years, a Consultation Invitation to tender for the recruitment of an insurance broker for the support of FEICOM in the management of its health insurance policy for a period of thirty-six (36) months.

**2. NATURE OF THE SERVICES**

This mission will be provided in the three stages described below, and detailed as follows:

**a) Portfolio audit** shall consist of :

- Analyzing contracts and endorsement riders incorporating the health insurance policy;
- Verifying the conformity of the guarantees subscribed with the actual needs of beneficiaries;
- Issuing a signing opinion on any new contract or endorsement;
- Proposing recommendations for portfolio optimization.

**b) Monitoring, control and evaluation:**

- Ensure the administrative and technical follow-up of claims management (reimbursements);
- Verify the regularity and speed of file processing by the insurance company;
- Produce a quarterly evaluation and satisfaction audit report based on observed dysfunctions (reimbursement delays, rejections, disputes) ;
- Participate in monthly meetings with FEICOM and quarterly tripartite meetings (FEICOM – Broker – Insurance Company) ;
- Forward correspondence between FEICOM (Client/Project Owner) and the insurance company, and vice versa.

**a) Claims assistance** shall consist of :

- Verifying reimbursement claim files before their transmission to the insurance company;
- Ensuring compliance with claims declaration deadlines;
- Following up with the insurance company in case of delayed payment or file processing;

- Assisting FEICOM in the management of disputes with the insurance company or healthcare providers ;
- Proposing arbitrations in case of disagreement on reimbursed amounts.

**d) Advisory services and drafting of Terms of Reference** shall consist of:

- Establishing the Terms of Reference (ToR) for calls for tender (RFPs) for the renewal or competitive bidding of the policy;
- Developing the evaluation grid for insurance company offers;
- Contributing to the public procurement process;
- Participating in the budgeting of insurance premiums based on risks, changes in healthcare expenditure, and market trends.

**e) Staff training and coaching** shall involve:

- Training FEICOM staff in health risk management (prevention, care management, etc.);
- Training teams in the preparation of claims handling files and compliance with procedures;
- Training on claims settlement procedures and the rights of beneficiaries;
- Organizing information sessions for beneficiaries on guarantees and procedures.

**f) Legal and regulatory monitoring** shall consist of:

- Ensuring ongoing monitoring of new legislative and regulatory texts relating to health insurance (CIMA Code, national regulations, agreements with healthcare facilities);
- Informing FEICOM of developments likely to impact the health insurance policy;
- Proposing contract updates to ensure ongoing compliance.

### **3. TRANCHES/ALLOTMENT (NOT APPLICABLE)**

### **4. ESTIMATED COST**

The estimated cost of the present service, based on the preliminary studies carried out, amounts to forty-five million (45,000,000) CFA francs inclusive of all taxes (TTC), broken down as follows:

- Firm tranche : 15000,000 CFA francs incl. all taxes ;
- Conditional tranche 1 : 15,000,000 CFA francs incl. all taxes ;
- Conditional tranche 2 : 15,000,000 CFA francs incl. all taxes."

### **5. ESTIMATED EXECUTION TIMEFRAME**

The maximum period set by the Client for the execution of the services covered by this Call for Tenders is three (03) years, comprising one firm tranche and two conditional tranches, starting from the date of notification of the service order to commence the services.

### **6. PARTICIPATION AND ORIGIN**

Participation in this Request for Expressions of Interest is reserved for insurance brokers approved by MINFI.

### **7. FINANCING**

The services subject of this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), 2026 and subsequent fiscal years. Budgetary charges: 61-20-50 « honoraires versées »;

### **8. SUBMISSION METHOD**

The submission method chosen for this consultation is online.

## **9. BID BOND**

Each bidder must enclose with their administrative documents a stamped bid bond, manually paid and issued by a financial institution or organization approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, as listed in Document 14 of the Bidding Documents (DAO). The amount of the bid bond is four hundred and fifty thousand (450,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the original validity date of the offers, and accompanied by the receipt from the CDEC, pursuant to Circular No. 00001/PR/MINMAP/CAB of April 25, 2022, on the application of the Public Procurement Code, and Circular No. 000019/LC/MINMAP of July 23, 2025, on the terms of constitution, deposit, custody, return, and release of guarantees in public procurement. In the case of a certified or bank check issued in lieu of bid bonds, said checks must be transmitted to the CDEC by the issuing financial institution at least seven (07) business days prior to the opening of bids. The absence of this document shall result in the immediate rejection of the offer.

The absence of the bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public procurement shall lead to the outright rejection of the offer. A bid bond submitted that has no connection with the tender concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

## **10. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENT**

The Bidding Documents (DAO) may be consulted online upon publication of this Notice on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website ([www.arpmp.cm](http://www.arpmp.cm)).

They may also be consulted free of charge at the Contracts and Supplies Service, located at the former FEICOM headquarters in Yaoundé Mimboman, P.O. Box 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4th, Telephone: 222 235 164, ext. 217; Fax: 222 23 17 59, upon publication of this notice.

Prior to any online submission, the payment receipt must be registered at the Contracts and Archives Service (SMA).

## **11 ACQUISITION OF THE TENDER FILE**

The electronic version of the Bidding Documents (DAO) may be obtained by downloading free of charge at the above-mentioned addresses.

However, submission is subject to the payment of a non-refundable sum of sixty thousand (60,000) CFA francs, payable to the CAS - ARMP Special Account opened in BICEC branches, as bidding document acquisition fees. The payment receipt must be registered prior to online submission at the Contracts and Supplies Service.

## **12. SUBMISSION OF BIDS**

For online submission, the offer must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than **19 NOVEMBER 2026** at 09 am. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the consultation references within the allotted time frame:

**OPENED NATIONAL TENDER N°025/AONO/FEICOM/CIPM/2026 OF 06 OCTOBER 2026  
FOR THE RECRUITMENT OF AN INSURANCE BROKER FOR THE SUPPORT OF FEICOM IN THE  
MANAGEMENT OF ITS HEALTH INSURANCE POLICY FOR A PERIOD OF THIRTY-SIX (36) MONTHS IN  
EMERGENCY PROCEDURE**

***"To be opened only during the opening session "***

### **N.B: File size and format**

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;

- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be

### **13.ADMISSIBILITY OF BIDS**

**Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal.**

### **14. OPENING OF BIDS**

Opening of bids, which shall be carried out in two phase, shall take place on **19 NOVEMBER 2026 at 10 :00 a.m.** prompt by the Internal Tenders Board of FEICOM in the Conference Room of the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department.

Only bidders may attend this opening session or be represented therein by a person of their choice duly mandated and having a perfect knowledge of the document..

**Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.**

**In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.**

### **15. EVALUATION CRITERIA**

#### **15. 1 Eliminary criteria**

1. Absence of the bid bond, hand-endorsed at the opening of bids, accompanied by the consignment receipt issued by the CDEC, in accordance with Circular No. 00001/PR/MINMAP/CAB of 25 April 2022 relating to the application of the Public Contracts Code;
2. Failure to produce, within 48 hours after the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or missing;
3. False declarations, fraudulent practices or forged documents;
4. Technical score below 80 points out of 100 ;
5. Absence of the sworn declaration of non-abandonment of contracts during the last three years;
6. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
7. Absence of any element of the financial offer (the submission, the Unit Price Schedule (UPS), the Bill of Quantities (BOQ));
8. Absence of the Integrity Charter, dated and signed;
9. Absence of the Commitment Statement to comply with environmental and social clauses, dated and signed;
10. Absence of financial capacity;
11. Presence of financial information in the technical offer;
12. The absence of approval issued by the Ministry of Finance ;
13. The absence of Proof of acceptance of the contract terms and conditions ;
14. Non-compliance of the submission mode ;
15. Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
16. Non-compliance of the Head mission's qualifications.

## 15.2. Essential criteria

1. General presentation of the bid;
2. Observations and suggestions on the Terms of Reference (TOR);
3. Proposed methodology in line with the Terms of Reference (TOR);
4. Qualifications and skills of the key personnel for the mission;
5. References of the Firm;

Technical bids shall be evaluated one hundred (100) points on the bases of the criteria defined in the Special Regulation of the Tender Document (RPAO).

The detailed evaluation grid (criteria and sub-criteria), shall be inserted in the Tender Document.

Any submission not having obtained at least 80 points on 100 shall not have its financial bid examined.

## 16.CONTRACT AWARD

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder presenting the bid evaluated the lowest bid and fulfilling the required financial, technical and administrative capacities resulting from the criteria said to be essential and eliminatory.

## 17. DURATION OF VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of bids.

## 18. TECHNICAL SUPPORT

To obtain a technical support if there's any technical problem link to the platform, please just call these phone numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to this email contact [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

## 19.. FURTHER INFORMATION.

Further information of technical nature may be obtained during working hours from the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department (Contracts and Supplies Service) of FEICOM:

Tel : (237) 222 23 51 64, Extension 217 ; Room 11 ;  
P.O.Box :718 YAOUNDE, Street 4565, Mimboman YDE IV  
Fax : (237) 222 23 17 59.

## 20. FIGHTING CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) ..... or the PO/DPO on .....

Done at Yaounde, the 06 OCT 2026  
THE GENERAL MANAGER,  
Contracting Authority

### Cc :

- ✓ MINMAP ;
- ✓ ARMP for insertion in the JOC;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.



*Philippe Camille Ekoua*  
AGISTRAT HORS-HIERARCHIE